

Cour du travail de Bruxelles (11^e ch. néerlandophone),
6 mars 2023 (R.G. 2022/AB/217)

Publié dans les Echos du crédit et de l'endettement n 79 (juillet/août/septembre 2023), p. 25

Admissibilité - Effets - Suspension du cours des intérêts - Nouvelle dette - 6 mensualités du crédit hypothécaire - Autorisation du juge - Paiement de la nouvelle dette et des intérêts de retard - Appel du requérant - égalité des créanciers - Sauf autorisation du juge - Appel irrecevable.

Le requérant est admis à la procédure en règlement collectif de dettes le 20 août 2018. Il est propriétaire d'un immeuble pour lequel il a toujours un prêt hypothécaire en cours. Ce prêt a été souscrit auprès de C1 en 2016. La mensualité s'élève à 1.407,92 à. Cet immeuble est actuellement en location à 2.000 à/mois. Le requérant loue, quant à lui, un appartement dont le loyer est inférieur au loyer perçu pour son immeuble.

Il souhaite vendre son immeuble à son locataire mais les démarches sont compliquées pour des raisons diverses. L'élaboration d'un plan amiable n'est pas plus aisée.

  la demande du tribunal, le médiateur de dettes a tenté de rédiger un plan de règlement amiable. Il se heurte aux contredits de deux créanciers et particulièrement le créancier hypothécaire. En effet, le médié s'est abstenue de payer la mensualité hypothécaire pendant 6 mois alors qu'il en avait la possibilité, son immeuble étant en location.

De plus, une difficulté porte sur le calcul des intérêts. En effet, la décision d'admissibilité à la procédure a pour conséquence de suspendre le cours des intérêts. Ceux-ci peuvent être calculés uniquement si le plan amiable le prévoit.

Les défauts de paiement des mensualités hypothécaires sont postérieurs à l'admissibilité et résultent d'une faute du médié. Le médiateur estime qu'il serait dès lors défendable de comptabiliser des intérêts de retard - ce qui serait la seule façon de pouvoir obtenir l'accord du créancier hypothécaire quant au plan proposé. Le compte de médiation permet par ailleurs de régulariser immédiatement la dette nouvelle, même s'il estime que cela reviendrait à récompenser le médié de son comportement fautif.

Le tribunal du travail a estimé pouvoir suivre le raisonnement du médiateur. Cette solution serait favorable aux autres créanciers et permettrait alors de progresser favorablement dans l'élaboration d'un plan amiable.

Le médié interjette appel de cette décision au motif que la décision rompt l'égalité entre les créanciers.

La Cour rappelle que pour interjeter appel, les intérêts de l'appelant doivent être lésés par la décision attaquée. Or une partie ne peut justifier d'un intérêt que si la décision comporte une condamnation à son encontre, quand bien même les arguments retenus ne lui conviennent pas.



En l'espèce, la Cour estime que :

- les seuls intérêts qui pourraient être considérés comme « lésés » sont éventuellement ceux des autres créanciers mais en aucun cas ceux du médié. Les créanciers ont été convoqués et aucun n'a comparu ou ne s'est fait représenter ;
- le juge a la possibilité d'autoriser l'accomplissement d'un acte qui favorise un créancier. En l'espèce, c'est la seule solution qui pourrait permettre de trouver un accord sur un plan amiable après plusieurs années infructueuses ;
- le fait que le médié n'apprécie pas que le médiateur et le tribunal estime que le non-paiement des mensualités hypothécaires sont fautives et que son attitude ne favorise pas une solution amiable peut certes être désagréable à lire mais ne constitue pas un intérêt à former appel de la décision.

La Cour déclare donc l'appel irrecevable.

*Virginie Sautier,
Juriste à l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement*